

# Note de synthèse



## 1. Contexte et principaux enjeux

### 2. Récents développements

Développements mondiaux

Développements dans le secteur des céréales de l'UE

Développements en Afrique orientale et australe

Développements en Afrique de l'Ouest et centrale

Développements dans les Caraïbes et le Pacifique

### 3. Implications pour les pays ACP

Consolider les améliorations dans les services d'information de marché

Satisfaire la demande croissante d'alimentation animale

Relever le défi des produits à base de céréales à plus forte valeur ajoutée

Le débat sur les OGM et la politique commerciale

Renforcer le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement de céréales

Réduire la dépendance à l'égard des importations et encourager les liens en amont

## Secteur céréalier

### 1. Contexte et principaux enjeux

Depuis la crise des prix des denrées alimentaires de 2007-2008, la réduction de la dépendance à l'égard des importations est devenue une priorité. Les réponses politiques des pays ACP vont des interventions axées sur l'offre (programmes d'approvisionnement d'intrants) aux interventions axées sur le commerce (restrictions d'importation ou d'exportation). Les interventions de politique commerciale peuvent avoir des conséquences importantes pour le commerce intra-régional, tandis que les barrières non tarifaires (BNT) peuvent aboutir à un approvisionnement en céréales extra-régional.

*« Depuis la crise des prix des denrées alimentaires de 2007-2008, la réduction de la dépendance à l'égard des importations est devenue une priorité »*

L'UE reste un acteur mondial majeur dans le secteur des céréales, tout en

conservant un régime commercial géré (avec notamment des droits d'importation variables et des contingents tarifaires). Le soutien financier de l'UE a été largement découplé de la production, les achats à l'intervention agissant uniquement en tant que filet de sécurité. Cette politique soutient une production européenne de céréales plus élevée que cela ne serait le cas sans ce soutien. Le secteur des céréales de l'UE est toutefois de plus en plus réceptif aux évolutions de prix au niveau international, ce pourquoi la politique de l'UE en matière de biocarburants est à l'examen. Cela pourrait ralentir la demande de céréales de l'UE, avec des implications pour les marchés internationaux de céréales.

En 2012/13, la situation de l'offre de céréales en Afrique de l'Ouest s'est améliorée, même si le commerce régional de céréales est resté sensiblement inférieur à son potentiel. Les politiques en matière de céréales divergent considérablement

en Afrique de l'Ouest, alors qu'une harmonisation politique, une transparence et une cohérence dans l'utilisation des outils politiques convenus s'avèrent indispensables. L'harmonisation des normes régionales en matière de céréales est également essentielle pour la facilitation du commerce.

Des efforts soutenus s'avèrent nécessaires pour réduire l'impact des BNT officielles et non officielles sur le commerce intra-régional de céréales, améliorer l'infrastructure physique et réduire les pertes post-récolte. Bien que diverses initiatives appuyées par les bailleurs de fonds aient été lancées pour aborder le problème des BNT, les engagements régionaux ne sont souvent pas intégrés au niveau national. Dans ce contexte, le commerce informel domine encore le commerce de céréales intra-régional.

En Afrique orientale et australe, la production de céréales augmente plus vite que la demande. La mise en place de normes régionales communes pour le commerce de céréales est considérée comme importante, et toute une série d'initiatives ont été lancées. Il reste néanmoins des politiques nationales divergentes sur les organismes génétiquement modifiés (OGM), celles-ci apparaissant comme un obstacle au commerce intra-régional.

Les efforts se poursuivent pour améliorer l'information de marché afin de faciliter le commerce intra-régional et d'éviter des réponses restrictives du commerce aux crises de l'offre alimentaire. Toutefois, la question des BNT doit être traitée.

Des initiatives sont en cours de développement dans les Caraïbes pour promouvoir les chaînes d'approvisionnement régionales via l'agriculture contractuelle. Ces initiatives ont trait au secteur du bétail et

aux produits à plus forte valeur ajoutée tels que les produits de l'industrie brassicole. Dans le Pacifique, la forte dépendance à l'égard des importations fait que la région est vulnérable à la hausse des prix des céréales. Les efforts visant à promouvoir la sécurité alimentaire locale mettent essentiellement l'accent sur les cultures non céréalières.

Les pays ACP sont confrontés à des problèmes communs, à savoir :

- développer et appliquer des normes régionales communes pour le commerce de céréales ;
- garantir une utilisation plus transparente et responsable des instruments de politique commerciale ;
- établir des systèmes d'information de marché efficaces et fiables pour soutenir la prise de décision politique ;
- renforcer le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement locales de céréales et développer des liens en amont à partir des activités de transformation à plus forte valeur ajoutée ;
- réduire l'écart entre les flux commerciaux formels et informels du secteur des céréales en éliminant les barrières au commerce transfrontalier qui ont un effet haussier sur les coûts.

## 2. Récents développements

### Développements mondiaux

#### Développements sur le marché du blé

Une récolte record en 2013 s'est traduite par une baisse des prix du blé ; toutefois, des tensions politiques en Ukraine et une sécheresse prolongée aux États-Unis ont engendré des hausses de prix à compter de février 2014. Avec une production de blé en 2013/14 qui devrait atteindre un volume supérieur de 8,4 % aux niveaux de 2012/13 et des gains de production qui devraient se poursuivre en 2014/15, l'apaisement des tensions en Ukraine a fait baisser les prix à compter d'avril 2014.

*« Une récolte record en 2013 s'est traduite par une baisse des prix du blé – toutefois, il reste des tensions politiques »*

Les pays en développement devraient absorber la majeure partie du blé utilisé dans l'alimentation humaine en 2014/15, représentant 73 % de la consommation totale de blé alimentaire. La croissance de la demande de blé en Asie se poursuit, les pays qui consommaient traditionnellement du riz se tournant vers le blé. Toutefois, les importations totales de blé de l'Asie chuteront en 2013/14, étant donné la récolte exceptionnelle en Chine.

Les niveaux des stocks de blé devraient augmenter de 1,1 % en 2014/15, le ratio stocks-utilisation restant stable à 25,2 % (bien supérieur au niveau le plus bas jamais enregistré de 20 % en 2007/08). Toutefois, d'après la FAO, en mai 2014, le « ratio entre les stocks de

Tableau I : Production, consommation, commerce et stocks finaux de blé et de céréales secondaires (en millions de tonnes)

	Blé			Céréales secondaires		
	2012/13	2013/14	2014/15	2012/13	2013/14	2014/15
Production	659,7	715,1	701,7	1 156,4	1 306,7	1 255,4
Commerce	140,8	150,5	149,5	132,2	146,0	142,0
<b>Utilisation totale</b>	<b>685,6</b>	<b>687,9</b>	<b>699,2</b>	<b>1 163,4</b>	<b>1 242,4</b>	<b>1 264,2</b>
Alimentation	474,4	480,1	485,4	198,4	201,7	205,7
Alimentation animale	132,1	128,6	133,4	656,6	715,6	735,2
Autres usages	79,0	79,1	80,5	308,4	325,1	323,4
<b>Stocks finaux</b>	<b>156,9</b>	<b>177,5</b>	<b>179,5</b>	<b>171,0</b>	<b>215,5</b>	<b>206,3</b>

Source : FAO, Food Outlook, mai 2014, p. 12 et 19.

Tableau II : Prix mensuels moyens du blé et du maïs entre juillet 2012 et mai 2014 (en \$US/tonne)

	Blé <sup>1</sup>	Maïs <sup>2</sup>
Juillet-décembre 2012	352,5	314,0
Janvier-juin 2013	317,5	298,0
Juillet-décembre 2013	306,9	219,9
Janvier-février 2014	283,9	204,0
Mars-mai 2014	327,7	220,5

1. Blé, No.1 Hard Red Winter, ordinary protein, FAB Golfe du Mexique.

2. US No. 2 Jaune, FAB Golfe du Mexique, prix américain.

Source : *Indexmundi.com*, « Wheat daily price » et « Maize (corn) daily price », voir ci-dessous.

blé des grands exportateurs de blé et leur utilisation totale » (consommation intérieure plus exportations) devrait passer de 15,3 % à 14,2 % en 2014/15, laissant augurer un resserrement de l'offre mondiale de blé.

### Développements sur le marché des céréales secondaires

La production de céréales secondaires en 2013/14 a augmenté de 13 %, mais devrait retomber de 4 % en 2014/15. En mai 2014, la FAO a attribué ce recul à une réduction des plantations de maïs aux États-Unis et à une product

tion plus faible en Argentine, au Brésil et en Ukraine.

Le commerce de céréales secondaires devrait reculer de 3 % en 2014/15, après une hausse de 10 % en 2013/14. Ceci est imputé à une chute des importations de maïs de l'UE, compte tenu de la production de maïs et de blé plus élevée de l'UE. Les importations vers d'autres grandes destinations sont susceptibles de rester aux niveaux élevés estimés pour 2013/14, avec une forte croissance de la demande d'alimentation animale. L'augmentation de la demande d'alimentation animale

a transformé la Chine d'exportateur net en importateur net de céréales secondaires.

Signe de la hausse des revenus et de la demande croissante de viande, le taux de croissance de l'utilisation de céréales dans l'alimentation animale dans les pays en développement représente 3,5 fois celui dans les pays développés. Dans les pays en développement, le taux de croissance de l'utilisation des céréales secondaires dans l'alimentation humaine est inférieur à 25 % de celui pour l'alimentation animale. Cela étant, la plus forte croissance de l'utilisation des céréales secondaires dans l'alimentation a été enregistrée en Afrique.

### Tendances à plus long terme

L'analyse de l'Overseas Development Institute (ODI) du Royaume-Uni, basée sur les données du département américain de l'agriculture (USDA), affirme que la réponse de la production des agriculteurs des pays en développement à la crise alimentaire de 2008 a créé un nouvel équilibre sur les marchés céréaliers mondiaux.

*« La période des prix céréaliers élevés et volatils pourrait toucher à sa fin, selon des analyses »*

La production mondiale de céréales a plus que doublé depuis 2008 par rapport aux sept années précédentes, les pays les plus pauvres représentant 74 % de cette augmentation. Si les prix resteront bien supérieurs aux niveaux d'avant 2008, ils continueront néanmoins d'être inférieurs aux niveaux élevés atteints récemment. La période des prix céréaliers élevés et volatils pourrait toucher à sa fin, puisque les stocks ont été reconstitués et que les gouvernements sont moins enclins à des réponses de panique grâce aux

Tableau III : Céréales : production, consommation, exportations et stocks finaux de l'UE, 2010-2023  
(en millions de tonnes)

	Production	Consom- mation totale	Alimen- tation et usage industriel	Alimen- tation animale	Bioénergie	Importa- tions	Exporta- tions	Stocks finaux
2010	280,5	279,8	102,8	167,5	9,5	13,1	31,7	36,7
2011	291,6	279,5	102,3	167,0	10,3	14,3	25,6	37,5
2012	281,2	276,0	102,8	163,2	10,0	16,6	31,7	27,6
2013	304,3	279,8	104,3	165,4	10,1	14,0	27,41	38,7
2014	300,5	284,2	104,5	168,2	11,5	9,9	25,71	39,1
2015	302,5	285,7	104,7	168,5	12,4	10,0	26,81	39,1
2016	303,9	287,5	105,0	168,5	14,1	11,5	25,7	41,3
2017	305,2	289,9	105,7	168,6	15,6	11,8	26,1	42,3
2018	306,9	292,2	106,2	168,2	17,8	13,4	26,0	44,3
2019	308,8	294,7	106,7	168,2	19,7	13,2	26,4	45,3
2020	310,7	297,5	107,4	168,2	21,9	13,1	27,5	44,1
2021	312,8	297,7	107,9	168,3	21,4	12,9	28,6	43,6
2022	314,8	297,7	108,3	168,4	21,0	12,7	30,1	43,4
2023	316,1	297,9	108,9	168,3	20,6	12,4	31,1	42,9

1. Les estimations mises à jour des prévisions à court terme pour l'hiver 2014 de la CE voient les exportations de l'UE-28 pour 2013/14 et 2014/15 atteindre le niveau le plus élevé de 37,2 millions de tonnes et 32,5 millions de tonnes, avec une utilisation nationale à des fins alimentaires et industrielles réduite, [http://ec.europa.eu/agriculture/markets-and-prices/short-term-outlook/pdf/2014-03\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/agriculture/markets-and-prices/short-term-outlook/pdf/2014-03_en.pdf).

Source : CE, « Prospects for agricultural markets », décembre 2013 (voir ci-dessous), tableau 6.2, « Total cereals balance sheet in the EU, 2010-2023 ».

meilleures informations sur les tendances de l'offre et de la demande.

L'Afrique subsaharienne, où l'on craignait que la réponse de la production soit contenue, a « augmenté sa production de céréales de plus de 24 millions de tonnes depuis 2008, soit trois fois plus que ce qui avait été réalisé durant les sept années avant le pic » et environ 7,6 % de l'augmentation totale. D'après l'ODI, « l'augmentation de la production est essentiellement due à la réaction des agriculteurs aux prix plus élevés, mais également aux efforts internationaux et nationaux pour doper l'offre ».

Début 2014, l'UE a convenu de nouvelles règles conçues pour « mettre un frein à la spéculation dans le secteur

des denrées alimentaires », mais la mise en œuvre de ces règles devrait être confiée aux gouvernements des États membres.

*« Début 2014, l'UE a convenu de nouvelles règles conçues pour mettre un frein à la spéculation dans le secteur des denrées alimentaires »*

Certains craignent ainsi que les différences dans la mise en œuvre des règles au niveau national n'engendrent un nivellement par le bas en termes de réglementation commerciale appliquée (voir article Agritrade « Le processus de trilogue convient de nouvelles règles pour juguler la spéculation sur le marché des denrées de base », 24 février

2014). Toutefois, compte tenu des tendances plus générales, l'ODI suggère que l'importance d'une telle réglementation devrait s'en trouver réduite.

## Développements dans le secteur des céréales de l'UE

### Tendances de la production et des prix dans les marchés des céréales de l'UE

Ces dernières années, l'équilibre sur le marché des céréales de l'UE a été tendu du fait d'une production déficitaire et des difficultés à approvisionner les importations sur le marché mondial, engendrant des prix élevés au cours de la campagne de commercialisation



2012/13. Toutefois, la production de céréales de l'UE de 2013 a augmenté de 8 % par rapport à 2012, et dès le début de 2014 les prix ont commencé à baisser. La production devrait se consolider en 2014, quoique 1,25 % en dessous des niveaux de production de 2013.

### Les effets actuels des réformes politiques de l'UE

Bien que les réformes de la Politique agricole commune (PAC) de l'UE aient entraîné un déclin de 4 % des surfaces cultivées en céréales, les améliorations en matière de rendements ont eu pour effet d'accroître l'autosuffisance en céréales de l'UE de 104,3 % à 106,8 % (même si la production de blé dur reste déficitaire).

---

*« La période des prix céréaliers élevés et volatils pourrait toucher à sa fin – bien que la CE maintient en place un régime commercial géré »*

---

La production de céréales de l'UE est maintenant bien plus réactive aux signaux de prix. Étant donné que la production a davantage lieu dans des fermes mixtes cultivant également la betterave sucrière, l'abolition des quotas de production de sucre de l'UE renforcera plus encore la réactivité aux prix des producteurs de céréales européens (voir article [Agritrade « Impact de l'accord sur la réforme de la PAC relatif au secteur sucrier »](#), 6 août 2013). Les cours sucriers européens devraient chuter de 34 % entre 2013 et 2023, ceci augmentant potentiellement l'attrait de la production de céréales dans l'UE. La CE prévoit une croissance régulière de la production de céréales de l'UE sur la période 2016-2022 (+ 4 % dans l'ensemble).

Les cours céréaliers européens devraient rester élevés, quoique infé-

rieurs aux niveaux de 2012/13. Les marchés céréaliers de l'UE devraient rester tendus, avec des prix volatils et des flambées de prix possibles en cas de perturbation de la production.

L'UE maintient en place un régime commercial géré, conçu pour protéger le marché national des importations à bas prix, les changements dans les politiques de l'UE affectant principalement le niveau des exportations de céréales et de produits à base de céréales de l'UE. Les exportations de blé composent environ les deux tiers des exportations de céréales. Le processus de réforme de la PAC a encouragé une augmentation des exportations européennes de blé, de farine de blé et de produits à base de blé. Ces exportations étaient principalement destinées aux marchés traditionnels de l'UE en Afrique du Nord, au Proche-Orient et en Afrique subsaharienne (voir article [Agritrade « Impact des réformes sur le secteur céréaliier de l'UE »](#), 12 mai 2013). Cette tendance devrait se poursuivre mais à un rythme plus lent.

### Tendances des exportations de céréales à plus forte valeur ajoutée

Les entreprises européennes impliquées dans la production de céréales à plus forte valeur ajoutée cherchent activement à se positionner sur les marchés en pleine croissance, notamment en Afrique. En février 2014, United Biscuits (UB) a racheté le troisième plus grand fabricant de biscuits du Nigeria (A&P Foods), renforçant ainsi sa présence commerciale dans ce marché en plein essor (la consommation de biscuits a enregistré une croissance de 18 % en termes de valeur en 2013, avec une croissance prévue de 20 % en 2014). Bien qu'une telle opération reflète un objectif à long terme de développement de la production locale, à court terme, cela amé-

liore l'accès aux canaux de distribution pour les marques UB. UB occupe une position forte en Afrique de l'Ouest et l'entreprise s'étend en Angola et au Kenya (voir article [Agritrade « United Biscuits rachète une biscuiterie locale nigériane »](#), 11 avril 2014).

Il convient de mettre en balance ces stratégies de positionnement de marché des entreprises et l'impact des réformes de la PAC et des accords de libre-échange de l'UE (ALE) sur la position concurrentielle des exportateurs de l'UE. L'évolution des exportations alimentaires et agricoles de l'UE vers l'Afrique du Sud, où un ALE est pleinement en vigueur, illustre ce point. Depuis 2002, les exportations vers l'Afrique du Sud ont augmenté 2,5 fois plus vite que l'ensemble des exportations alimentaires et agricoles de l'UE, tandis que l'excédent commercial alimentaire et agricole de l'Afrique du Sud avec l'UE chutait de 1 378 millions € en 2002 à 567 millions € en 2011 (voir article [Agritrade « Les directives de l'Afrique du Sud sur l'utilisation de dispositions de sauvegarde agricole au titre de l'accord commercial avec l'UE »](#), 5 août 2013).

### Impact du débat sur la politique de l'UE en matière de biocarburants

L'examen de la politique de l'UE en matière de biocarburants a débouché sur la mise en place d'un plafond de 6 % sur l'utilisation de biocarburants de « première génération » produits à partir du maïs, de l'huile de palme et du colza, et sur un accord pour un plafond de 7 % d'utilisation des biocarburants dans le secteur des transports – supérieur à la recommandation de 5 % de la CE. Ceci a été critiqué par certaines organisations non gouvernementales (ONG) de développement comme ne donnant pas le bon exemple en matière de non-utilisation de cultures ali-

mentaires pour la production de biocarburants, dans le contexte d'une augmentation prévue de 36 % des prix alimentaires d'ici 2020. D'autres ONG affirment que le récent accord met un frein à la production de biocarburants, mais qu'il est possible de faire davantage. Le débat sur la politique de l'UE en matière de biocarburants se poursuit donc, les changements de politiques pouvant geler l'utilisation des céréales dans les biocarburants aux niveaux de 2013 ou 2014 (plutôt que le doublement prévu initialement à l'horizon 2023).

### **Le secteur des céréales de l'UE et les exportations du secteur de la volaille de l'UE**

Vu la manière dont fonctionne le régime de la volaille de l'UE (voir *Agritrade*, « [Note de synthèse : Secteur de la volaille](#) », 2014), l'évolution des prix des céréales n'a généralement un impact que lorsque la baisse des prix des céréales accroît la compétitivité des exportations de volaille de l'UE.

L'USDA affirme que les producteurs de volaille de l'UE peuvent répercuter les hausses des coûts de l'alimentation animale sur les consommateurs nationaux sans que les importations de fournisseurs à plus faible coût ne gagnent une part de marché. Ceci permet aux exportateurs de volaille de l'UE de conserver une compétitivité des prix sur les marchés d'exportation. La chute des prix des céréales, cependant, dope la rentabilité de la production de volaille de l'UE et permet aux prix d'exportation de baisser (voir articles *Agritrade* « [Croissance continue des exportations de viande de volaille de l'UE ciblant certains marchés africains](#) », 3 mars 2014, et « [Une croissance ininterrompue des exportations de viande de volaille de l'UE vers l'Afrique est prévue](#) », 24 novembre 2014). Les marchés africains sont

de plus en plus ciblés. En 2012, les trois plus grands marchés africains ont absorbé plus de 25 % des exportations de viande de l'UE, contre seulement 12 % en 2009. Par conséquent, si la politique de l'UE en matière de biocarburants devait être révisée à l'avenir et si la nécessité d'obtenir des débouchés commerciaux alternatifs engendrait une réduction des coûts de l'alimentation animale de l'UE, cela pourrait stimuler plus encore les exportations de volaille vers les marchés africains.

### **Développements en Afrique orientale et australe**

#### **Tendances récentes de la production**

Les tendances de la production de céréales varient dans la région d'Afrique orientale et australe. En 2013, 10 des 20 pays examinés ont enregistré une baisse de la production de céréales secondaires par rapport à la moyenne sur cinq ans. Globalement, cependant, en 2013, une tendance à la hausse générale se dessinait pour la production de céréales secondaires : la production éthiopienne était supérieure de 27,3 % à la moyenne sur cinq ans, la production au Malawi l'était de 5,5 %, en Zambie de 5,7 % et en Tanzanie de 10,8 %, ces augmentations venant plus que compenser les réductions intervenues ailleurs.

L'Afrique orientale et australe comprend également des pays producteurs de blé importants. En 2013, la production de blé était supérieure à la moyenne sur cinq ans en Éthiopie (+ 26,7 %), en Zambie (+ 31,1 %), au Kenya (+ 9,6 %), en Tanzanie (+ 34,1 %), au Rwanda (+ 3,9 %), mais inférieure en Afrique du Sud (- 4,2 %) et au Soudan (-36,2 %).

Pour les céréales secondaires, la tendance devrait se poursuivre en 2014

et la production en Afrique australe devrait augmenter de 10 %. La production en Afrique du Sud et en Zambie devrait croître de 9,3 % et 32 % respectivement, tandis que la production éthiopienne devrait consolider les gains de production de 12 % réalisés en 2013. En revanche, une mauvaise pluviométrie et des épidémies au Kenya se traduiront par une récolte de maïs plus faible (- 8 %), tandis que les conflits au Soudan du Sud et le déplacement associé des populations pourraient augmenter de 100 000 le nombre de personnes dépendantes de l'aide alimentaire. Les perturbations de la production et du commerce liées aux conflits affectent par conséquent les approvisionnements et les prix sur les marchés régionaux

Dans ce contexte globalement favorable, certains problèmes sont venus sur le devant de la scène en 2013/14.

#### **■ L'utilisation des restrictions d'importation et d'exportation et le commerce intra-régional**

*« Les restrictions d'exportation et d'importation – y compris les interdictions – continuent d'être utilisées en Afrique orientale et australe »*

Les restrictions d'exportation et d'importation (y compris les interdictions) continuent d'être utilisées en Afrique orientale et australe. L'utilisation des mesures sur les importations et les exportations à des fins de restriction des échanges commerciaux peut interagir de façon malencontreuse. Des événements récents en Zambie et au Zimbabwe illustrent ce point.

En avril 2014, la Grain Traders Association de Zambie a averti que les retards pris dans la levée de l'interdiction des exportations de maïs pouvaient « empêcher la Zambie de satisfaire la

demande régionale actuelle ». Du fait des prévisions ultérieures d'une augmentation de 32 % de la production de céréales secondaires, le gouvernement zambien a annoncé la levée de son interdiction d'exportation de maïs fin avril, mais a maintenu en place un système de licences d'exportation.

Ceci a coïncidé avec la décision du gouvernement zimbabwéen de suspendre toutes les licences d'importation et avec les appels de la Grain Millers Association of Zimbabwe (GMAZ) pour une suspension de toutes les importations de farine de maïs « pour permettre aux minotiers d'absorber le plus de maïs possible auprès des agriculteurs locaux ». Ces développements sont intervenus en dépit du fait que la production de maïs au Zimbabwe ait atteint un niveau deux fois moins important que celui d'avant les invasions de terres et que le Conseil de commercialisation des céréales ait rencontré de gros problèmes financiers dans ses opérations d'achat.

Les exportateurs de maïs zambiens ont ainsi été amenés à rechercher des marchés alternatifs au-delà des marchés régionaux existants d'Afrique australe. Pour éviter des problèmes similaires à l'avenir, le Centre for Trade Policy and Development (CTPD) de la Zambie a appelé le gouvernement zambien à « développer un mécanisme régulateur pour les exportations de maïs qui soit transparent et responsable », basé sur les directives élaborées conjointement avec le secteur privé. La perspective d'une volatilité réduite des prix mondiaux rendrait cet examen on ne peut plus opportun.

### ■ Amélioration des informations de marché en Afrique orientale

L'importance de disposer de meilleures informations de marché pour une mise en œuvre politique plus cohérente et

ciblée est largement reconnue. En juillet 2013, l'USAID a annoncé le lancement d'« un site d'information régional pour suivre la production et les exportations de céréales dans les cinq pays de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) », dans l'objectif de soutenir le transfert de céréales des régions à excédent vivrier vers les zones à déficit vivrier au sein de la CAE. Une meilleure information de marché, des opérations commerciales plus efficaces et une plus grande stabilité des prix pourraient contribuer à ne pas devoir recourir aux interdictions d'exportation en réponse aux crises de l'offre. Toutefois, le fait que l'initiative ne couvre que les pays de la CAE signifie qu'elle ne tient pas compte de l'impact des tendances plus générales de la demande (au Soudan du Sud et en République démocratique du Congo) sur le fonctionnement des marchés céréaliers de la CAE. De la même manière, elle ne prend pas en considération la disponibilité plus large de l'offre en Zambie, au Malawi et en Afrique du Sud, tous de grands exportateurs régionaux potentiels de céréales.

---

*« L'importance de disposer de meilleures informations de marché pour une mise en œuvre politique plus cohérente et ciblée est largement reconnue »*

---

L'initiative de la CAE est similaire aux initiatives de systèmes d'information de marché mises en place auparavant en Afrique orientale et australe. Parmi celles-ci figurent le Réseau régional d'information sur le commerce agricole (Regional Agricultural Trade Intelligence Network), un service lancé par le Conseil céréalier d'Afrique de l'Est (EAGC), et le Système d'information sur la commercialisation des produits agricoles et vivriers (Food and Agriculture Market Information System – FAMIS), établi par le COMESA durant la période 2005-2010. Ceci suggère

la nécessité d'harmoniser et de coordonner ces initiatives, et de promouvoir des mécanismes pour encourager leur utilisation efficace dans les processus nationaux d'élaboration des politiques (voir article *Agritrade* « [Un nouveau site d'information sur le secteur céréalier lancé dans la CAE](#) », 29 septembre 2013).

### ■ Harmonisation des normes régionales et OGM

Le processus d'approbation de la politique de la CAE en matière de biosécurité devant s'achever dans le courant de 2014, le débat sur les OGM s'intensifie. Le nouveau cadre politique en matière de biosécurité proposé devrait réduire les coûts et la duplication des procédures de test et d'approbation pour les OGM.

Le gouvernement kényan, qui a interdit l'importation de produits GM depuis 2012, a formé un groupe de travail pour examiner et évaluer sa politique en matière d'OGM. Plusieurs soumissions ont été présentées au groupe de travail pour demander la levée des restrictions sur les importations d'OGM et l'utilisation des semences GM, afin de combattre les épidémies et de doper les rendements. D'autres soumissions ont exprimé des inquiétudes concernant la capacité institutionnelle du gouvernement kényan à réguler l'utilisation des OGM, la contamination croisée menaçant alors les marchés pour une production agricole sans OGM. Des craintes similaires ont été exprimées en Tanzanie, où peu de progrès ont été réalisés sur l'examen OGM annoncé en 2012.

D'après un rapport lancé en Tanzanie par l'International Service for the Acquisition of Agri-Biotech Applications, en plus des pays autorisant déjà l'utilisation des semences GM, six pays d'Afrique subsaharienne supplémentaires « réal-

isent des essais sur le terrain avec des cultures génétiquement modifiées », avant les approbations formelles, notamment le Kenya, le Malawi et l'Ouganda.

Le gouvernement du Zimbabwe, quant à lui, s'est engagé à maintenir le secteur agricole exempt d'OGM, afin de cibler les marchés de produits sans OGM. Les analystes au Zimbabwe notent que les aliments contenant des cultures GM sont vendus depuis longtemps au Zimbabwe en raison du rôle dominant joué par les semences GM dans la production de maïs et de soja en Afrique du Sud (90 % du total). Il semble que les rendements plus élevés obtenus avec les semences GM pourraient s'ajouter à l'avantage concurrentiel dont les fabricants alimentaires d'Afrique du Sud jouissent sur les marchés régionaux de produits alimentaires.

Ceci illustre la diversité des positions politiques et des mesures de politique commerciale conséquentes adoptées en Afrique orientale et australe en ce qui concerne la production et le commerce de cultures GM. Il s'agit d'un point important puisque les gouvernements tentent d'harmoniser les positions politiques au sein des initiatives commerciales régionales. Un avantage capital de la politique est-africaine en matière de biosécurité est l'atténuation de l'impact potentiel des OGM sur le commerce inter- et intra-régional. Toutefois, les aspects commerciaux des politiques en matière d'OGM vont au-delà des simples aspects techniques de la biosécurité.

Par exemple, la production de maïs sans OGM de la Zambie et du Malawi offre à leurs exportateurs un avantage concurrentiel considérable par rapport à leurs homologues sud-africains, dans un contexte où le gouvernement kényan limite les importations de maïs aux

fournisseurs sans OGM. Toute révision de cette politique kényane aurait pour effet d'intensifier la concurrence pour les exportations de maïs de la Zambie et du Malawi sur le marché kényan.

Au-delà de la problématique des OGM, les efforts régionaux se poursuivent pour harmoniser les normes et faciliter le commerce. Par exemple, en juillet 2013, des normes régionales harmonisées pour 18 céréales ont été approuvées par les autorités réglementaires nationales de la CAE (voir article *Agri-trade* « [Un nouveau site d'information sur le secteur céréaliier lancé dans la CAE](#) », 29 septembre 2013).

### ■ Renforcer le fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement des céréales par le biais de l'agriculture contractuelle

Des initiatives ont été lancées tant en Éthiopie qu'au Zimbabwe pour renforcer le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement à travers l'introduction de l'agriculture contractuelle. En Éthiopie, cela a impliqué la mise en place de « contrats d'approvisionnement de céréales novateurs entre les coopératives et l'industrie de transformation alimentaire locale », qui ont établi des prix de référence et des normes de qualité pour le blé, pour lequel des primes sur les prix étaient payées et qui couvraient les coûts de transport vers la minoterie. L'initiative a permis d'augmenter les rendements d'un tiers au cours de la première année de mise en œuvre. Moins de 1 % de la production de blé éthiopienne étant couverte par l'initiative, les possibilités de développement de ces modalités contractuelles en réponse à la demande croissante de blé par les consommateurs sont énormes. Ceci, cependant, est susceptible d'exiger des initiatives complémentaires pour renforcer les organisations

d'agriculteurs et améliorer leur pouvoir de négociation au sein de ces chaînes d'approvisionnement (voir article *Agri-trade* « [Le renforcement des chaînes d'approvisionnement pourrait doper la production de céréales en Éthiopie](#) », 26 mai 2013).

Dans une initiative similaire, la GMAZ entend développer son système d'agriculture contractuelle, pour passer de son objectif pilote initial de 100 000 tonnes à 500 000 tonnes en 2014/15, avec des prix contractuels favorables. Toutefois, en mai 2014, la GMAZ a également appelé le gouvernement à suspendre les importations de farine de maïs (voir article *Agri-trade* « [Un nouveau site d'information sur le secteur céréaliier lancé dans la CAE](#) », 29 septembre 2013).

## Développements en Afrique de l'Ouest et centrale

### Tendances du secteur des céréales

Bien que la production de céréales secondaires soit dominante, l'augmentation de la facture des importations de blé est devenue une préoccupation politique, notamment au Nigeria. D'après la FAO, en 2013, une campagne relativement bonne pour les céréales secondaires a été enregistrée, avec une production supérieure à la moyenne sur cinq ans dans la plupart des pays examinés.

---

*« L'augmentation de la facture des importations de blé est devenue une préoccupation politique »*

---

Parmi les exceptions figurent le Sénégal (20 % en dessous de la moyenne sur cinq ans), le Mali (- 14,1 %), la Gambie (- 9,4 %) et le Niger (- 3,2 %). Le déficit combiné d'un peu plus de 1 million



de tonnes par rapport à la moyenne sur cinq ans dans ces quatre pays a été compensé par l'augmentation de la production ailleurs (1,68 million de tonnes rien qu'au Nigeria). Il semble donc possible de développer considérablement le commerce de céréales intra-régional en Afrique de l'Ouest.

En Afrique centrale, deux pays sur sept ont enregistré une production supérieure à la moyenne sur cinq ans en 2013 (Cameroun + 7,7 % et Tchad + 3,6 %), trois ont stabilisé leur production, et un a enregistré une contraction de la production (République centrafricaine – 10,8 %), celle-ci se situant en dessous des niveaux d'utilisation dans l'alimentation humaine et animale. Globalement, la production de céréales secondaires en Afrique centrale en 2013 était en bonne voie pour réduire le déficit de la région en céréales secondaires. Toutefois, les conflits civils ont perturbé les chaînes d'approvisionnement nationales et régionales, créant des poches de graves pénuries de céréales.

### Développement d'un consensus politique régional et harmonisation

La Banque mondiale a souligné l'absence d'opérations commerciales intra-régionales à grande échelle portant sur les céréales en Afrique de l'Ouest, le commerce existant étant dominé par les transactions informelles à petite échelle. La situation est imputable à certaines BNT (officielles et non officielles), qui augmentent les coûts d'approvisionnement en céréales au niveau régional et qui engendrent une forte tendance à l'approvisionnement extra-régional (voir article *Agritrade* « [Examen des contraintes qui pèsent sur le commerce régional des céréales en Afrique de l'Ouest](#) », 12 mai 2013). Le grand défi politique est de libérer

le potentiel commercial intra-régional, en surmontant les obstacles tels que « les réseaux de transport déficients, une réglementation excessive et des politiques commerciales contradictoires ». Ceci implique de rallier un consensus sur « les incitants politiques et commerciaux » requis et la conception et la mise en œuvre de ces incitants politiques et commerciaux au niveau national (voir article *Agritrade* « [Une publication FAO/IFAD propose la voie à suivre pour obtenir une plus grande sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest](#) », 3 mars 2014).

Toutefois, d'après la FAO, il existe peu d'incitations pour les agriculteurs à « augmenter la production s'ils ne peuvent pas vendre leurs cultures en raison des importations moins chères et facilement accessibles ». Des incitations politiques et de marché sont donc nécessaires pour « améliorer la compétitivité des cultures locales et augmenter leur part sur le marché des consommateurs ». La FAO attache également de l'importance au renforcement de la capacité des organisations d'agriculteurs à négocier avec les fournisseurs et acheteurs et à s'engager dans un dialogue politique avec les gouvernements.

L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont convenu d'une série d'initiatives au niveau régional visant à améliorer l'infrastructure « matérielle » et « immatérielle » requise pour faciliter le commerce agricole. Toutefois, à ce jour, les progrès ont été inégaux, malgré une série d'initiatives prometteuses spécifiques à certains domaines. Il reste encore à instaurer des mécanismes visant à assurer l'application au jour le jour des engagements politiques. À court terme, cela débouche sur la mise en place de programmes par

le biais de ces initiatives, telles que l'initiative « Borderless » pour aider les négociants à mieux faire face aux contraintes rencontrées (voir article *Agritrade* « [Examen des contraintes qui pèsent sur le commerce régional des céréales en Afrique de l'Ouest](#) », 12 mai 2013). Il est primordial que les gouvernements ouest-africains s'approprient ces initiatives et qu'elles ne se limitent pas à être des initiatives conduites par les bailleurs de fonds.

### La demande changeante des consommateurs et la réponse politique aux défis commerciaux

À mesure que la région s'enrichit, les goûts des consommateurs changent, ces derniers augmentant leur demande pour des produits à base de blé. Dans le marché régional le plus important, à savoir le Nigeria, la consommation de blé a progressé de 16 % entre 2011/12 et 2012/13. Les factures des importations en hausse ont focalisé l'attention sur le développement de la production locale de blé et d'alternatives au blé. Cela a impliqué l'adoption d'approches différentes. Au Nigeria, le gouvernement a augmenté les droits d'importation sur le blé (de 5 % à 20 %), en vue de stimuler la production locale de blé et d'alternatives à la farine de blé.

Des plans ambitieux visant à développer 212 000 ha pour produire 1,2 million de tonnes de blé d'ici 2015 ont été annoncés en 2013 (voir article *Agritrade* « [L'USDA en faveur d'une révision de la politique nigériane dans le secteur du blé](#) », 26 août 2013). Toutefois, d'après l'USDA, la production de blé nigériane a chuté de 10,5 % en 2012/13 à 85 000 tonnes, du fait de « conditions climatiques locales défavorables » et des menaces persistantes des activités de Boko Haram dans la principale région de culture du blé (voir article *Agritrade* « [L'USDA critique à](#)

[nouveau implicitement la politique nigériane dans le secteur du blé](#) », 19 janvier 2014).

Les politiques visant à promouvoir le mélange de farine de manioc avec de la farine de blé ont également été confrontées à certains défis, avec des problèmes d'approvisionnement en manioc de bonne qualité et des défis techniques le long de la chaîne d'approvisionnement du manioc limitant les progrès réalisés (voir article [Agritrade « Des négociants nigériens examinent les défis qui se posent à l'initiative du pain au manioc »](#), 17 février 2014) ; mais deux années après le lancement de l'initiative de mélange de manioc, il n'y a pas eu de réduction significative de la facture des importations de blé du Nigeria.

---

*« Les politiques visant à promouvoir le mélange de farine de manioc avec de la farine de blé ont été confrontées à certains défis »*

---

Bien que le ministre de l'agriculture du Nigeria affirme que les importations de farine de blé ont été réduites de 4 millions de tonnes en 2010 à environ 3 millions de tonnes en 2012, les chiffres de l'USDA montrent quant à eux que les importations de blé sont passées de 3,9 millions de tonnes en 2011/12 à 4,2 millions en 2012/13 (voir article [Agritrade « Une publication FAO/IFAD propose la voie à suivre pour obtenir une plus grande sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest »](#), 3 mars 2014). De la même manière, aucun des effets de création d'emplois et d'amélioration des moyens de subsistance de l'initiative ne s'est encore concrétisé.

Vu le manque de progrès, des informations d'avril 2014 suggéraient que l'initiative du manioc serait discrètement abandonnée. Elles ont été

réfutées par les responsables gouvernementaux impliqués dans le programme, qui ont affirmé que le cadre réglementaire permettant de poursuivre la mise en œuvre de l'initiative était maintenant en place (voir article [Agritrade « Le Nigeria va-t-il abandonner sa politique de mélange du manioc ? »](#), 23 mai 2014). Toutefois, étant donné la forte croissance sous-jacente de la demande de blé, il n'est pas clair si la politique de mélange du manioc peut véritablement réduire les importations de blé, au lieu de simplement ralentir la croissance des importations de blé.

Globalement, l'efficacité des mesures politiques actuelles liées au secteur du blé pose encore question, compte tenu de l'énorme déficit de production par rapport à la consommation de blé au Nigeria.

Par ailleurs, le Bénin a adopté une politique visant à développer sa production nationale, axée sur l'augmentation des rendements, en abordant les contraintes de l'offre par le biais de programmes d'approvisionnement en intrants soutenus par les bailleurs de fonds. Cette politique s'inscrit dans le cadre des efforts de développement des exportations vers les marchés régionaux.

Le secteur des céréales du Bénin est extrêmement réglementé, les opérateurs du secteur privé intervenant en fait comme des agents entre les producteurs et les agences gouvernementales pour ce qui est des intrants (ONASA) et de la commercialisation (SONAPRA), et les agences internationales apportant des fonds. Les estimations de la Banque mondiale selon lesquelles seuls 17 % des terres arables sont cultivées sont significatives. L'USDA affirme que l'intervention systématique du gouvernement conjuguée au soutien des bailleurs de fonds

internationaux a engendré une augmentation de la production de céréales (voir article [Agritrade « La politique du secteur des céréales au Bénin et l'impact du commerce régional »](#), 22 avril 2013).

Bien que les prix du marché mondial soient perçus comme ayant peu d'effet sur les prix locaux au Bénin, les activités des négociants régionaux influencent fortement les prix. L'USDA estime que, dans le nord, environ la moitié de la production de maïs nationale est exportée au Niger et au Mali (d'après les contrôles réalisés sur place par l'USDA, les négociants du Niger offrent des prix en moyenne 37 % supérieurs aux prix locaux), tandis que, dans le sud, les négociants nigériens font augmenter les prix locaux. En effet, le Bénin est bien placé pour desservir l'énorme marché nigérien et il se situe à cheval sur les routes de transit vers les pays enclavés.

Ceci souligne une fois encore la nécessité d'une harmonisation politique, étant donné la nature poreuse des frontières et la domination des réseaux commerciaux informels dans le secteur des céréales.

### **Possibilités d'ajout de valeur dans le secteur des céréales**

L'USDA continue de prôner une réorientation de la politique nigérienne pour le secteur du blé. Il considère qu'étant donné la sous-utilisation de la capacité actuelle « la meunerie et d'autres industries de transformation du blé peuvent être développées rapidement et [peuvent] fortement contribuer à l'économie du pays », en desservant les marchés nationaux et d'exportation en croissance. Une telle politique, estime-t-on, apaiserait les préoccupations liées aux opérations de change en dopant les exportations de produits à base de blé à plus forte

valeur ajoutée, réduisant ainsi le coût net des importations.

Toutefois, il n'est pas clair si une telle politique s'avère réaliste dans le contexte actuel du Nigeria. Depuis 1985, la part de l'industrie dans le produit intérieur brut (PIB) est passée de 6 % à 4 %, ce qui laisse à penser qu'il existe encore des obstacles sérieux à la compétitivité de l'industrie au Nigeria. En outre, la production agricole est bien plus importante pour le PIB et l'emploi au Nigeria (représentant 30,9 % et 70 % respectivement) qu'aux États-Unis (1,2 % et 2,3 % respectivement) ou dans l'UE (1,8 % et 4,9 % respectivement), rendant l'abandon de l'agriculture au profit de la transformation à plus forte valeur ajoutée moins intéressant.

Dans d'autres pays ouest-africains, le calcul est quelque peu différent, les bénéfices économiques relatifs obtenus étant plus importants en devenant un centre de transformation et de négoce desservant un arrière-pays économiquement plus développé. Ces différences dans la perception des opportunités disponibles au niveau national devraient compliquer l'élaboration de la politique commerciale régionale pour les céréales et les produits à base de céréales.

### **Cohérence des politiques actuelles en matière de céréales avec les engagements des accords commerciaux**

Les organisations d'agriculteurs ont exprimé leurs inquiétudes concernant le faible niveau de protection tarifaire accordé aux produits agricoles au titre du tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO-UEMOA adopté en décembre 2012. Le commissaire en charge du commerce de la CEDEAO affirme qu'« il ne faut pas trop protéger les produits agricoles », et que l'accent doit être

mis sur l'amélioration de la compétitivité (voir article *Agritrade* « [Le TEC de la CEDEAO finalement adopté tandis que les organisations de producteurs expriment des craintes](#) », 22 avril 2013).

On ne sait pas de manière claire si les politiques limitant les échanges commerciaux adoptées par le Nigeria et d'autres États membres sont conformes aux engagements consentis par le biais du TEC CEDEAO-UEMOA. Des questions similaires se posent quant à la cohérence de l'utilisation actuelle des instruments de politique commerciale agricole dans le secteur des céréales avec les engagements sur l'élimination des restrictions quantitatives et des mesures ayant un effet équivalent aux droits de douane (par ex. l'article 18 de l'APE intérimaire Ghana-UE) contenus dans l'accord de partenariat économique (APE) de l'UE (voir article *Agritrade* « [Un examen des politiques commerciales du secteur de la volaille du Ghana est en cours](#) », 23 juin 2014).

### **Développements dans les Caraïbes et le Pacifique**

#### **Développement de la transformation à plus forte valeur ajoutée : l'expérience de la République dominicaine**

Bien qu'elle ne produise pas elle-même du blé, la République dominicaine (RD) possède une industrie minotière reposant entièrement sur les importations. Outre le fait de desservir le marché national, l'industrie minotière de la RD a vu les opportunités se multiplier après le séisme qui a secoué Haïti. Du jour au lendemain, cela a créé un marché pour 200 000 tonnes d'équivalent farine de blé et conduit à une augmentation de 40-50 % de l'industrie minotière du blé locale.

---

*« Bien qu'elle ne produise pas elle-même du blé, la RD possède une industrie minotière reposant entièrement sur les importations »*

---

En 2013, Haïti a absorbé 80 % des exportations de blé de la RD. Toutefois, avec la remise en route de l'industrie minotière d'Haïti, ce marché tend à se réduire, les efforts pour diversifier les marchés d'exportation ne remportant qu'un succès limité. Cela s'est traduit par une réduction de 10 % des importations de blé de la RD en 2013, après une hausse de 53,6 % entre 2008 et 2010 (voir article *Agritrade* « [La politique du secteur des céréales de la République dominicaine pourrait-elle être porteuse de leçons pour le Nigeria ?](#) », 2 juin 2014).

S'agissant de la politique commerciale pour le secteur du blé, « la RD n'applique aucun droit de douane à l'importation de blé, mais il y a des droits de douane sur la farine de blé (5,6 %) et les pâtes » (8 %). Dans le secteur du maïs, la RD maintient toutefois un droit de douane standard de 40 % mais également un contingent tarifaire en franchise de droits de 1 091 000 tonnes, qui répond totalement aux besoins d'importations de maïs. Elle fournit donc *de facto* un accès en franchise de droits, mais via un système de licences d'importation.

Ce maïs est essentiellement utilisé en tant qu'intrant dans le secteur de l'élevage, la politique gouvernementale exigeant que chaque importateur de maïs agréé « achète du sorgho produit localement » à concurrence de « 5 % de la production nationale de sorgho en échange de l'importation de maïs ». Ceci crée un marché pour la production locale de sorgho, mais laisse au secteur privé le soin de développer des initiatives commerciales pour utiliser le sorgho acheté localement.

### Développement de liens en amont à partir de l'expansion de la production de volaille dans le Pacifique

Dans le Pacifique, le principal problème du secteur des céréales concerne l'utilisation de céréales importées et d'autres intrants principaux dans la production de volaille ciblant les marchés régionaux de la viande de volaille. Des questions se posent quant à la véritable « origine » de cette viande de volaille. Des efforts visant à promouvoir des liens en amont le long des chaînes de production de la volaille pourraient créer des opportunités pour les producteurs locaux de céréales, de légumes-racines et de tubercules utilisés dans l'alimentation animale, réduisant ainsi la hausse de la facture des importations de céréales due au développement de la production de volaille dans le Pacifique.

## 3. Implications pour les pays ACP

### Consolider les améliorations dans les services d'information de marché

L'amélioration des systèmes d'information sur le marché des céréales semble réduire la volatilité des prix induite au niveau mondial par les politiques. Dans certaines régions ACP, le défi qui se pose maintenant est de consolider les systèmes d'information de marché, afin d'améliorer la transparence et la prévisibilité des cadres de politique commerciale nationaux et régionaux applicables aux céréales, en vue de favoriser des échanges commerciaux plus fluides et de réduire la

volatilité des prix sur les marchés nationaux et régionaux.

Dans certaines régions ACP, ces systèmes devront tenir compte de l'impact des conflits politiques et du déplacement des populations, qui peuvent engendrer des pics de la demande auxquels il faut répondre par des programmes alimentaires financés internationalement, et qui ont leurs propres procédures et exigences en matière d'achats.

Cela pourrait contribuer à réduire l'approvisionnement extra-régional, compte tenu des améliorations de la production de céréales intervenues depuis 2007/08.

### Satisfaire la demande croissante d'alimentation animale

La demande sans cesse croissante d'alimentation animale due à une augmentation de la consommation de viande dans les pays ACP crée d'importantes opportunités de développement des chaînes d'approvisionnement de céréales nationales et régionales. Les diverses expériences politiques en matière d'utilisation d'une réglementation interne et externe des chaînes d'approvisionnement d'intrants pour l'alimentation animale dans les pays ACP gagneraient à être partagées, étant donné la demande croissante d'alimentation animale. Ces expériences ont trait non seulement à la production et au commerce de céréales, légumes-racines et tubercules ainsi que d'autres intrants utilisés dans les aliments composés pour animaux, mais aussi à l'expérience politique en matière de promotion de la production locale d'alimentation animale.

### Relever le défi des produits à base de céréales à plus forte valeur ajoutée

L'orientation des modèles de consommation vers les produits alimentaires à base de blé ne fait pas que doper les importations, elle soulève aussi des défis commerciaux intra-régionaux. Dans certaines régions ACP, la question se pose quant au poids relatif à accorder à la promotion de la production nationale de céréales, plutôt qu'au soutien à une production plus importante de produits à plus forte valeur ajoutée, sur la base d'un approvisionnement en matières premières à un prix compétitif. Si les États membres au sein d'un accord commercial régional ont différentes priorités à cet égard, cela peut générer des tensions dans le commerce régional de céréales et de produits à base de céréales. Il semble donc nécessaire de rallier un consensus politique pour accorder, à défaut d'harmoniser, les cadres de politique nationale pour le commerce de céréales et de produits à base de céréales, afin d'établir une base solide pour le développement de chaînes d'approvisionnement intra-régionales.

### Le débat sur les OGM et la politique commerciale

Toute révision des positions gouvernementales sur l'utilisation et le commerce de céréales et de produits à base de céréales GM devra tenir compte des répercussions sur les flux commerciaux de céréales intra-régionales. Par ailleurs, dans certains pays, toute révision des politiques commerciales nationales pour le secteur des céréales devra prendre en considération les implications pour les achats de céréales des changements dans les politiques nationales en matière d'OGM au sein d'une initiative d'intégration commerciale régionale.



### Renforcer le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement de céréales

Des initiatives ont été lancées dans quelques pays ACP pour renforcer l'agriculture contractuelle dans le contexte des différents cadres de politique commerciale du secteur des céréales. Ces expériences pourraient avec profit être partagées et évaluées pour déterminer :

- l'efficacité des différentes initiatives en termes de revenus nets pour les agriculteurs, d'incitation à l'investissement, de promotion de la production et d'amélioration de la qualité des céréales ;

- les mesures politiques et les accords institutionnels qui doivent être mis en place pour faciliter la mise en œuvre effective de systèmes efficaces ;

- les leçons qui peuvent être tirées en termes de renforcement du fonctionnement des chaînes d'approvisionnement des céréales intra-régionales.

### Réduire la dépendance à l'égard des importations et encourager les liens en amont

Certains pays ACP tentent de promouvoir le recours à des alternatives localement disponibles aux céréales importées telles que le blé et l'orge (alternatives basées sur des céréales, légumes-racines et tubercules). Les expériences politiques dans les diffé-

rents pays ACP quant à la manière de promouvoir le développement de marchés pour les alternatives localement disponibles au blé et aux autres importations de céréales gagneraient à être examinées, étant donné les différentes approches adoptées. Dans ce contexte, par exemple, l'approche de la République dominicaine consistant à conditionner l'octroi de licences d'importation pour le maïs à une obligation d'achat d'une proportion de la production de sorgho nationale, tout en laissant le secteur privé fournir les débouchés commerciaux pour les produits à base de sorgho, pourrait potentiellement être porteuse de leçons pour d'autres pays ACP (tels que le Nigeria) désireux de promouvoir le développement de liens en amont avec la production locale de céréales.

#### Principales sources

1. FAO, *Food Outlook*, mai 2014

<http://www.fao.org/3/a-i3751e.pdf>

2. CE, « Prospects for EU agricultural markets and income in the EU 2013-2023 », décembre 2013

[http://ec.europa.eu/agriculture/markets-and-prices/medium-term-outlook/2013/fullrep\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/agriculture/markets-and-prices/medium-term-outlook/2013/fullrep_en.pdf)

3. CE, « EU market situation for poultry: Management committee 17 October 2013 », présentation PowerPoint accessible via les documents et présentations, 16 octobre 2013

[http://ec.europa.eu/agriculture/consultations/advisory-groups/poultry-eggs/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/agriculture/consultations/advisory-groups/poultry-eggs/index_en.htm)

4. *Indexmundi.com*, « Wheat daily price », 25 septembre 2014

<http://www.indexmundi.com/commodities/?commodity=wheat&months=60>

5. *Indexmundi.com*, « Maize (corn) daily price », 25 septembre 2014

<http://www.indexmundi.com/commodities/?commodity=corn&months=60>

6. FAO, « Cereal supply/demand balances for sub-Saharan Africa: as of end of June 2014 », non daté

<http://www.fao.org/giews/english/ewi/cerealbs/3.pdf>

### À propos de cette mise à jour

Cette note de synthèse a été mise à jour en décembre 2014 afin de prendre en compte les développements depuis septembre 2013. D'autres publications dans cette série et des ressources supplémentaires sur le commerce agricole et de la pêche ACP-UE peuvent être trouvés en ligne à <http://agritrade.cta.int/fr>.



Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) est une institution internationale conjointe des États du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'Union européenne (UE). Il intervient dans les pays ACP pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, accroître la prospérité dans les zones rurales et garantir une bonne gestion des ressources naturelles. Il facilite l'accès à l'information et aux connaissances, favorise l'élaboration des politiques agricoles dans la concertation et renforce les capacités des institutions et communautés concernées.

Le CTA opère dans le cadre de l'Accord de Cotonou et est financé par l'UE.

Centre technique de coopération  
agricole et rurale (ACP-UE)  
PO Box 380  
6700 AJ Wageningen  
Les Pays-Bas  
Tél : +31 (0) 317 467 100  
E-mail: [cta@cta.int](mailto:cta@cta.int) - [www.cta.int](http://www.cta.int)